



**BANQUE SAHELO-SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE
COMMERCE BSIC-BENIN SA**

**RAPPORT D'ACTIVITE DE LA
DIRECTION GENERALE AU 30
JUN 2024**

Table des matières

I- ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE	3
II- GOUVERNANCE ET ORGANISATION	5
2.1. La Gouvernance	5
2.2. Relations avec la BCEAO et la Commission Bancaire	5
2.3. Relations avec l'Administration	5
2.4. Relations avec le Groupe BSIC	6
2.5. Relations avec l'APBEF	6
2.6. Relations avec les correspondants bancaires	6
2.7. Ressources humaines et moyens généraux	6
2.8. Dispositif de contrôle interne	11
III- EVOLUTION DE L'ACTIVITE AU 30/06/2024	11
3.1. Concurrence et position de la place	12
3.2. Analyse du bilan et du hors bilan au 30/06/2024	12
3.3. La contribution du réseau	27
3.4. Analyse du compte de résultat au 30/06/2024	28
3.5. Les créances en souffrance	32
3.6. Les ratios prudentiels	36
IV- Conclusion	36

RAPPORT D'ACTIVITE DE LA DIRECTION GENERALE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Monsieur le Président du Conseil d'Administration,
- Messieurs les Administrateurs,

Nous vous présentons le rapport ci-après :

I- ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

L'économie est restée vigoureuse dans les pays avancés, tandis que certains pays émergents ont connu un ralentissement. Dans les pays voisins et partenaires commerciaux de l'UEMOA, l'activité économique a, dans l'ensemble, enregistré une amélioration.

Aux **États-Unis**, la croissance est demeurée robuste, portée par la bonne tenue des services et l'augmentation des nouvelles commandes dans le secteur manufacturier. En **zone euro**, l'activité du secteur privé a progressé, tirée par une demande plus forte et un regain de confiance des entreprises. Au **Royaume-Uni**, l'activité économique a continué de se consolider, en lien avec la croissance de la production dans les secteurs manufacturiers et des services.

En **Chine**, l'activité économique a progressé par rapport à avril 2024, grâce à une accélération de la production dans les secteurs manufacturier et tertiaire. En **Inde**, la croissance a ralenti, en lien avec la baisse de la production de biens et de services, ainsi que l'accroissement des coûts des intrants. L'**Afrique du Sud**, pour sa part, a connu une légère amélioration de l'activité du secteur privé dans un contexte marqué par la croissance des nouvelles commandes en provenance de l'étranger.

En Afrique de l'Ouest, l'activité économique s'est renforcée au **Nigeria** grâce à une demande accrue des consommateurs qui a stimulé la production et les nouvelles commandes, notamment dans l'industrie manufacturière. Au **Ghana**, l'activité du

secteur privé a progressé, en raison de la croissance constante de la production et des nouvelles commandes.

Les prix des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA ont baissé, en lien avec le recul des cours des produits agricoles et énergétiques. En revanche, les prix des produits alimentaires importés se sont accrus compte tenu de conditions météorologiques défavorables et de restrictions à l'exportation imposées par les pays producteurs.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique demeure robuste, en lien avec la vigueur de la demande intérieure. Le taux d'inflation est ressorti à 4,3% en mai 2024.

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 5,4% et 5,7% respectivement aux deuxième et troisième trimestres 2024, après une croissance de 5,1% au premier trimestre 2024.

Cette dynamique serait tirée par la bonne tenue de la demande intérieure. En ce qui concerne le niveau des prix, les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à 4,0% en juin 2024 et 3,9% en juillet 2024, en lien avec le maintien des pressions sur les prix des produits céréaliers, notamment dans les pays sahéliens dont la production céréalière s'est contractée au cours de la campagne agricole 2023/2024.

Au Bénin,

Les perspectives économiques du Bénin sont favorables.

La croissance atteindra 6,2%, grâce au dynamisme des secteurs primaire, secondaire et tertiaire et également grâce à l'investissement et l'expansion de la zone industrielle de Glo Djigbe (GDIZ)

Les principaux risques qui menacent l'économie sont les fluctuations défavorables des cours mondiaux du coton et du pétrole et les effets négatifs du changement climatique.

Source : Synthèse conjoncturelle.

II- GOUVERNANCE ET ORGANISATION

2.1. La Gouvernance

Au cours du premier semestre de l'année 2024, aucun changement n'est intervenu au niveau de la composition du Conseil d'Administration.

Ainsi, la composition du Conseil d'Administration se présente toujours comme suit :

- M. Dieudonné Bléossi DAHOUN, Président du Conseil d'Administration ;
- M. Anis GUERMAZI, Administrateur ;
- M. Zeddan BUDEEB, Administrateur (démissionnaire);
- M. Yékini AKANNI, Administrateur Indépendant.

Notons toutefois que cinq (05) nouveaux administrateurs indépendants ont été nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire n°36 du 31 juillet 2023 dont les formalités d'obtention d'agrément sont en cours au niveau de la Commission Bancaire. Il s'agit de :

- M. Hamza Mohamad Mahmoud EKRAIM ;
- M. Abdalrauf Ramadan Mftah ABOSITTA ;
- M. Munir Mohamed Ali MARAH ;
- M. Mohammed Salem S KATEIR ;
- M. Abdelmoula Othman Ibrahim SHAKA (en remplacement de l'administrateur démissionnaire M. Zeddan BUDEEB).

2.2. Relations avec la BCEAO et la Commission Bancaire

La BSIC participe à toutes les réunions de concertations. Les états et reportings réglementaires sont transmis régulièrement.

Avec la Commission Bancaire, nous répondons à toutes leurs sollicitations par correspondances et par transferts de fichiers.

2.3. Relations avec l'Administration

La BSIC BENIN entretient de bons rapports avec l'Administration en général.

Les nouvelles dispositions fiscales sont appliquées de même que la liquidation mensuelle des impôts collectés et dus.

2.4. Relations avec le Groupe BSIC

Nous développons au sein du Groupe d'excellents rapports matérialisés par des échanges d'expériences.

2.5. Relations avec l'APBEF

Les relations avec l'instance représentative des Banques de la place sont saines et sans commentaire particulier.

2.6. Relations avec les correspondants bancaires

Les relations avec les correspondants sont basées sur une confiance réciproque.

La situation de nos correspondants se présente comme suit:

N°	Nom du Correspondant	Montant de la ligne	Devise	Disponibilité au 30 juin 2024	Observations
1	UBAF PARIS	7 000 000	USD	5 876 733	Les ouvertures de LC sont suspendues avec UBAF sur instruction du Siège. Mais il faut noter que ARAB TURKISH BANK se réfère aussi à UBAF pour notifier des LC. Toutefois les fournisseurs des relations MIG MOTORS et ARCS exigent UBAF comme banque de confirmation.
2	BIA PARIS	4 500 000	EUR	4 500 000	-
3	ARAB TURKISH BANK	5 000 000	USD	4 821 574	-
4	ARESBANK-MADRID	1 000 000	EUR	962 116	-
5	BGFI Bank Europe	2 000 000	EUR	2 000 000	Il s'agit d'une ligne de découvert

La demande de ligne avec BMCE MADRID reste en attente d'étude au Département Conformité du Correspondant.

2.7. Ressources humaines et moyens généraux

2.7.1- Le réseau et la flotte

Pour son exploitation, la BSIC BENIN dispose à la date du 30 juin 2024, d'un réseau de douze (12) agences physiques dont l'agence principale.

Le réseau est appuyé par 32 sous-agents Money gram, 18 sous-agents RIA et 18 sous-agents Western Union pour effectuer les opérations de transferts rapides d'argent.

Le parc automobile fonctionnel est composé de vingt et un (21) véhicules, dont deux (02) pick up, trois (03) véhicules 4x4, quatre (04) véhicules pour les agences hors de Cotonou et un véhicule blindé pour le ramassage de fonds.

PROJETS INFORMATIQUES POUR LE DEVELOPPEMENT DES SERVICES BANCAIRES

→ Projet PCI-DSS

La mise en conformité aux normes PCI DSS est une exigence faite aux Banques par la BCEAO.

La BSIC BENIN est certifiée aux normes PCI DSS pour l'année 2024.

→ Projet Initiative Digitale

Au 30 juin 2024, nous avons quatre (04) partenaires présents sur la plate-forme et deux (02) en processus de finalisation des paramétrages et tests.

Nous avons ci-dessous la situation de chaque partenaire.

MTN

La partie PUSH & PULL est déjà en production et utilisée par la clientèle. Pour le volet USSD, le VPN a été mis en route et les tests débiteront incessamment.

Pour le volet marchand, les tests ont commencé et les équipes techniques sont à pied d'œuvre pour l'installation de l'environnement de test.

MOOV

Le volet Push and Pull Web est déjà disponible en base de test. La mise en production sera effective à la fin du mois de juillet 2024.

Le volet USSD est à reprendre par MOOV BENIN. Le volet Marchand sera développé après la mise en production du USSD.

SBIN

Partenariat pour leur interfaçage à la plateforme pour les opérations Bank to Wallet et Wallet to Bank : le VPN a été établi et le développement technique débutera à partir de Septembre 2024. La phase administrative de signature de contrat a été bouclée.

SBEE

Ce service est réservé pour le paiement des factures SBEE en ligne. Il a été mis en production pour les compteurs post payés. Il reste à intégrer le service pour les compteurs prépayés en Octobre 2024.

GTP VISA

Interfaçage avec GTP VISA pour permettre aux clients de recharger leurs cartes visa à partir de leurs comptes par l'entremise de l'application. Ce service est actuellement opérationnel et en mis en production courant le mois de juin 2024.

→ **Projet Site Secours**

Toute l'infrastructure est installée, configurée et paramétrée. Les tests de répliquions sont en cours avec un niveau d'exécution de 90%. Le démarrage effectif de l'exploitation est prévu pour le 15 juillet 2024.

→ **Projet d'optimisation des systèmes de vidéosurveillance et du contrôle d'accès Siege et Agences.**

En dehors de l'agence Segbeya qui est en cours de finalisation, toutes les autres agences sont actuellement dotées d'un système de contrôle d'accès fonctionnel ainsi qu'un dispositif de vidéosurveillance à jour avec enregistrement des images.

→ **Projet en cours niveau BSIC Groupe**

N°	NOM DU PROJET	STATUT	COMMENTAIRES	TYPE DE PROJET
1	Projet PCIDSS 2024	Fin des travaux	La banque est certifiée	PROJET HOLDING
2	Projet initiative digitale	1ère partie Terminée	- Première partie du projet terminée à 100% ; - Deuxième partie est en cours à 80%	
3	Projet sur le module des CDLs	En cours	La filiale pilote BSIC BF est en phase de test	
4	Normalisation des effets de commerce et des billets à ordre	Terminé	En production	

5	COCOTIER : déclaration des Moyens de paiement scripturaux et Services de transferts rapides	Terminé	En production	
6	Projet GED	Non démarré	En cours de planification au niveau de la Holding	
7	Projet acquisition Module réconciliation Auto de Transaction DABS	Non démarré	En cours de planification au niveau de la Holding	

→ **Projets internes au niveau département informatique**

N°	NOM DU PROJET	STATUT	COMMENTAIRES	TYPE DE PROJET
1	Interconnexion VSAT (Agences Province)	Non démarré	Pour l'installation de la liaison VSAT, des compléments d'informations demandées par le fournisseur PEROX TECHNOLOGIES ont été transmises. Nous restons en attente du retour.	Projet interne
2	Projet d'interco des Agences au site Secours	Non démarré	Les équipements réseaux ont été installés sur le site backup. Les licences sont en cours d'installation sur les équipements réseaux.	

2.7.2- Situation du personnel et des effectifs

	déc. 23	Juin. 24	Evol	Evol%
Personnel local	171	178	07	4,1%
Expatriés	07	08	01	14,3%
Total effectif	178	186	08	4,5%

Au 30 juin 2024, l'effectif du personnel est de 186 agents et a connu une variation de 4,5% entre le 1^{er} janvier 2024 et le 30 juin 2024, Cette variation se justifie par des mouvements du personnel au cours de la période. Des affectations et des nominations ont été décidées par la Direction Générale et sanctionnées par des notes de service. En plus de cet effectif, la Banque bénéficie des services de trois (03) caissiers intérimaires.

2.7.3- Mouvements du personnel

Les mouvements du personnel au cours de l'année se résument comme suit : (cf. tableau ci-dessous) :

- Entrées

N°	NOMS ET PRENOMS	DATE	TYPE	POSTE	MOTIF
1	MASSI JACOB	01/03/2024	CDI	Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information	Fin suspension contrat
2	ESAM B. OMAR BEN ALHADI	06/03/2024	EXPAT	Agent au Département Comptabilité	Détachement expatriation
3	KOMACLO MARIA STELLA	01/04/2024	CDI	Directrice de la Clientèle des Entreprises	Recrutement
4	ALITONOU HANS	01/04/2024	CDD	Caissier	Recrutement (ex intérimaire)
5	KISSEZOUNON LUCIA FAWESTA FRANCETTE D.	01/04/2024	CDD	Caissière	Recrutement (ex intérimaire)
6	MEWANOU NONVIGNON DORINE NADEGE	01/04/2024	CDD	Caissière	Recrutement (ex intérimaire)
7	ZEVOUNOU JEAN BAPTISTE	01/04/2024	CDD	Caissier	Recrutement (ex intérimaire)
8	KPEGLO KOMIVI SESSENAM	08/04/2024	CDI	Directeur Informatique et Technologies	Recrutement
9	POGNON DERRICK ODON S.	08/04/2024	CDI	Auditeur Interne	Recrutement
10	MUFTAH ELMABROUK ABOUMLASA	15/04/2024	EXPAT	Agent au Département des Opérations	Détachement expatriation
11	AKINTAYO OUMAR OLADAYO O. A.	01/05/2024	CDI	Chef Service Développement Business Monétique	Recrutement
12	SEGLA SEDJRO SENHOR	01/06/2024	CDD	Statisticien	Recrutement
13	ALINDE CAROLLE CLAUDINE PELAGIE	03/06/2024	CDI	Chef Service Transferts Rapides	Recrutement

- Sorties

N°	NOMS ET PRENOMS	DATE	TYPE	POSTE	POSTE
1	ADJOVI GABRIEL	02/01/2024	CDI	Chef d'agence Sikecodji	Suspension de contrat
2	CHABI LAFIA BILQUIS	30/04/2024	CDI	Chargé d'affaires Grandes Entreprises	Suspension de contrat
3	SEYNI BALLE AMADOU	30/04/2024	EXPAT	Directeur Informatique et Technologies pi	Fin mission expatriation
4	HOUNKPATIN XAVIER CEDRIGUE	30/05/2024	CDI	Assistant juridique	Démission
5	ALFA SALIFOU OUSMANE	05/06/2024	CDI	Chef d'agence Calavi	Suspension de contrat

Au total, la Banque a enregistré au premier semestre de l'année 2024, cinq (05) départs relatifs à trois suspensions de contrat, une démission et une fin de mission d'expatriation. Par la même occasion, nous avons effectué dix (10) recrutements relatifs aux nouveaux talents notamment la Directrice de la Clientèle des Entreprises, le Directeur Informatique et Technologies, les Chefs de Service Transferts Rapide et Développement Business Monétique, un auditeur interne et un statisticien et à 04 intérimaires qui ont été reversés dans l'effectif. Dans le cadre de la mobilité au sein du Groupe 02 expatriés ont été affectés à notre filiale.

2.8. Dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne n'appelle pas d'observations particulières.

Les fonctions de contrôle ont joué leur rôle.

Aucun cas de fraude n'a été détecté au premier semestre de l'année.

Les dispositions ont été prises pour améliorer le dispositif de contrôle au regard du mode opératoire lors des cas de fraude.

III- EVOLUTION DE L'ACTIVITE AU 30/06/2024

L'activité sur le premier semestre de l'année 2024 enregistre principalement :

- Une hausse du total bilan de 9% par rapport à fin 2023, soit 341 472 millions FCFA contre 313 689 millions FCFA au 31/12/2023. Sur les prévisions, on constate un dépassement de 5% ;
- Une évolution de 16% sur les ressources de la clientèle et 0,3% au niveau des dettes interbancaires ;
- Une hausse des emplois clientèles de 8%. Les créances interbancaires montrent une baisse de 40% ;
- Une baisse des engagements par signature de 10% toujours par rapport au 31 décembre 2023.

Quant au compte d'exploitation, il affiche un résultat net excédentaire de 347 millions FCFA. Le résultat net prévisionnel de 1 463 millions FCFA au budget est réalisé à 24%. Par ailleurs, le résultat au 30 juin 2023 était excédentaire de 1 206 millions FCFA.

3.1. Concurrence et position de la place

Au 31 mai 2024, les quatorze (14) Banques en concurrence sur la place affichent un total bilanciel de 6.290 MdsFCFA, en baisse de 1,9% par rapport à 2023.

Les dépôts collectés auprès de la clientèle au cours des 05 premiers mois d'activité sont en baisse de 3,7%. Ils s'élèvent à 4.130 MdsFCA contre 4.287 MdsFCFA au 31/12/2023.

Les emplois clientèles des Banques affichent un encours qui passe de 3.085 MdsFCFA au 31/12/2023 à 2.943 MdsFCFA au 31/05/2024, soit une baisse de 4,6%.

Au cours des cinq premiers mois de l'année, la BSIC BENIN a maintenu sa 8^{ème} place en termes de total bilan avec une part de marché de 5,3%. Au niveau des emplois et ressources clientèles, une place a été gagnée en se positionnant respectivement (9^{ème} et 10^{ème} place) avec une part de marché respectivement de 4,8% et 4,7%.

Source : APBEF, situation mensuelle des Banques au 31 mai 2024

3.2. Analyse du bilan et du hors bilan au 30/06/2024

3.2.1. Evolution de la base clientèle

Sur la période 1^{er} janvier au 30 juin 2024, le nombre de clients actifs a évolué comme suit :

Nature	Stock de comptes actifs au 31.12.2023	Stock de comptes actifs au 30.06.2024	Evol %	Objectif 30.06.2024	Réal. 30.06.2024	Taux réel %
Comptes courants	19 252	15 750	-18%	998	553	55%
Comptes épargnes	44 934	45 166	0,5%	1 500	1 304	87%
Total	64 186	60 916	-5%	2 498	1 857	74%

Pour le premier semestre de l'année 2024, la base clientèle a connu l'ouverture de 1 857 nouveaux comptes dont 1 304 comptes épargnes et 553 comptes courants. Le nombre de comptes actifs a diminué de 5% par rapport au 31 décembre 2023 du fait des fermetures des comptes inactifs et non productifs. Au total 4 897 comptes ont été fermés au premier semestre 2024.

Par rapport aux prévisions de 2 498 comptes au premier semestre 2024, on enregistre un taux de réalisation de 74%.

3.2.2. Evolution des ressources

◆ Ressources clientèles

Au 30/06/2024, les ressources clientèles se chiffrent à 199 512 millions FCFA contre 171 610 millions FCFA au 31/12/2023, soit une hausse de 16,3% avec un taux de réalisation de 103,1%. Les prévisions budgétaires tablaient sur 193 562 millions FCFA.

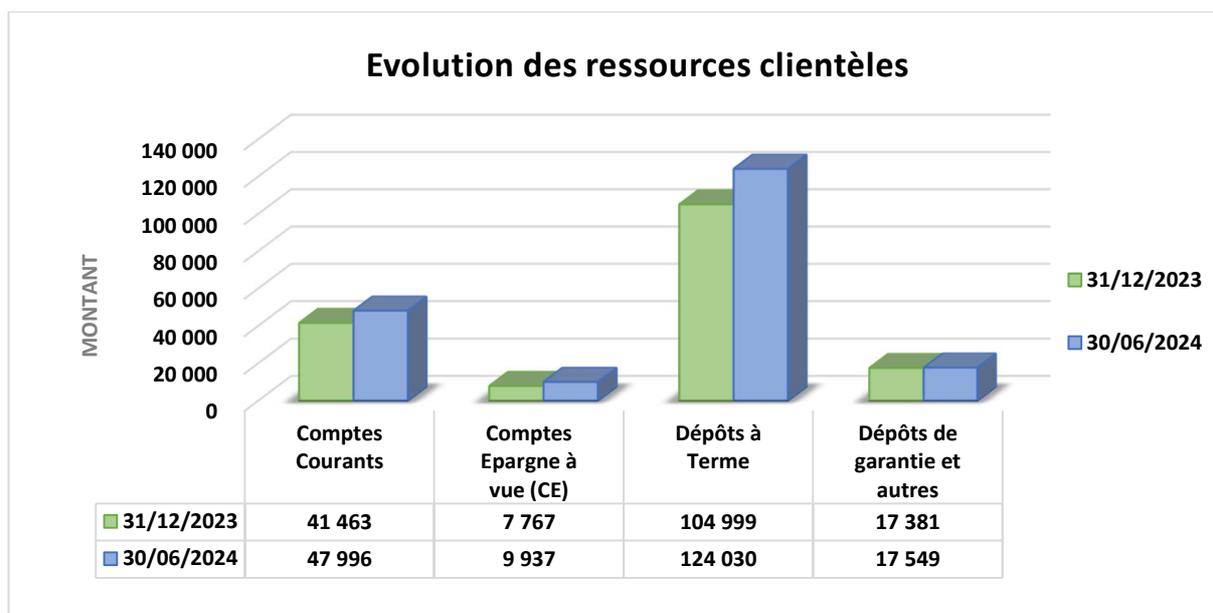
L'évolution au niveau des différentes composantes de ressources se résume comme suit :

- Sur les dépôts à vue, on note une hausse de 15,8%. L'encours est passé de 41 463 millions FCFA à 47 996 millions FCFA ;
- L'évolution au niveau des dépôts à terme affiche un taux de progression de 18,1% et 27,9% des dépôts en compte épargne. Les encours sont passés de 104 999 millions FCFA à 124 030 millions FCFA pour les DATs et 7 767 millions FCFA à 9 937 millions FCFA pour les dépôts épargne ;
- Le volume de dépôts de garantie et autres dépôts a progressé de 1%. L'encours au 30/06/2024 est de 17 549 millions FCFA contre 17 381 millions FCFA au 31/12/2023.

La composition de nos dépôts clientèles se présente comme suit :

(en MFCFA)

Nature	31/12/2023		30/06/2024		évol % 2023-2024
	Montant	Part %	Montant	Part %	
Comptes Courants	41 463	24%	47 996	24%	16%
Comptes Epargne à vue (CE)	7 767	5%	9 937	5%	28%
Dépôts à Terme	104 999	61%	124 030	62%	18%
Dépôts de garantie et autres	17 381	10%	17 549	9%	1%
Total	171 610	100%	199 512	100%	16%



La structure des ressources montre que les ressources rémunérées représentent 72% contre 28% de ressources non rémunérées. Au 31/12/2023, ces rapports étaient de identiques.

Le taux de couverture de nos emplois clientèles par les ressources clientèles s'est amélioré et s'établit à 133% contre 123% à fin déc. 2023 et contre 135% en objectif au 30 juin 2024.

Rubriques	Déc-23	Juin-24
Emplois Clientèles	139 376	150 194
Ressources Clientèles	171 610	199 512
Taux de couverture	123%	133%

Le coût moyen des ressources clientèles est ressorti à 4,3% au 30 juin 2024.

◆ Ressources interbancaires

Encours	31/12/2023	30/06/2024	évol.	% évol.	Budget	%réal.
Ressources interbancaires	120 482	120 801	319	0,3%	107 384	112%

Les ressources interbancaires sont en légère hausse de 0,3% sur la période sous revue. Cette évolution est due à l'effet conjugué de l'augmentation des DAT institutionnels de 2 000 millions FCFA au total, soit de la BICD pour 6 000 millions

FCFA, du FAGACE pour 2 000 millions FCFA, de l'AFGC pour 1 000 millions FCFA et 1 000 millions FCFA de BSIC SIEGE, à l'augmentation du marché monétaire qui est passé de 89 500 millions FCFA au 31/12/2023 à 101 569 millions FCFA au 30/06/2024 et à la baisse des emprunts interbancaires qui sont passés de 18 210 millions FCFA à 7 584 sur la même période.

Par rapport au budget, les objectifs ont été dépassés de 12%.

Au 30/06/2024, les ressources interbancaires sont constituées de :

- emprunts aux guichets de la BCEAO (refinancement) : FCFA 101,8 Mds ;
- emprunts interbancaires CT et MT : FCFA 7,7 Mds ;
- opérations auprès des autres Banques : FCFA 1,2 Mds ;
- DAT institutions : FCFA 10,2 Mds.

3.2.3 Evolution des Emplois

◆ Emplois clientèles

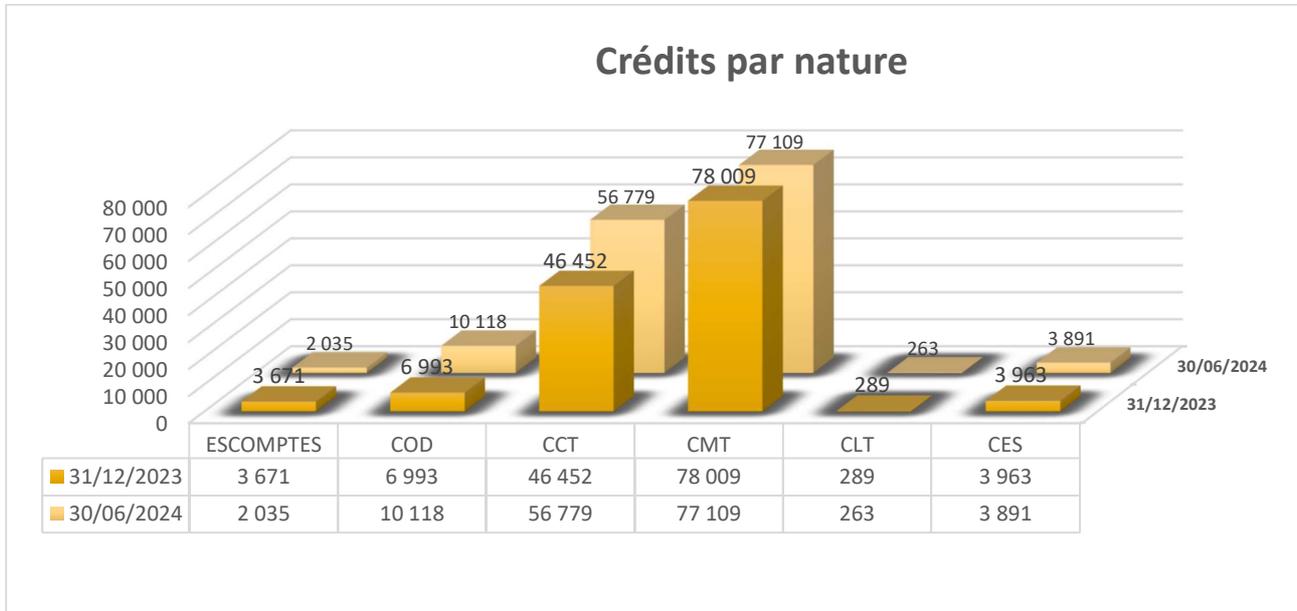
En hausse de 7,8%, les emplois clientèle nets de la Banque sont passés de 139 376 millions FCFA au 31/12/2023 à 150 194 millions FCFA au 30/06/2024. Sur un objectif de 143 342 millions FCFA, il en résulte un taux de réalisation de 105%. Le niveau de dégradation brute du portefeuille s'établit à 6,7% au 30 juin 2024 contre 9,7% au 31 décembre 2023. Ceci est de l'effet de 4,2 milliards des CDL qui ont été passées en créances irrécouvrables réduisant ainsi le niveau des créances en souffrances.

La décomposition de nos emplois se présente comme suit :

(en millions de FCFA)

Nature	31/12/2023		30/06/2024		évol % 2023-2024
	Montant	Part %	Montant	Part %	
Comptes ord. Débiteurs	6 993	5%	10 118	7%	45%
Escomptes	3 671	3%	2 035	2%	-45%
Crédits court terme	46 452	33%	56 779	38%	22%
Crédits moyen terme	78 009	56%	77 109	51%	-1%
Crédits long terme	289	0,2%	263	0,2%	-9%
Créances en souffrance nettes	3 963	3%	3 891	3%	-2%
Total	139 376	100%	150 194	100%	8%

Les comptes ordinaires débiteurs et les crédits à court terme sont en hausse respectivement de 45% et 22%. Les escomptes, les crédits à moyen terme, crédits à long terme enregistrent une baisse respectivement de 45%, 1% et 9%.



EXAMEN DES CONCOURS MIS EN PLACE AU 30 JUIN 2024

CONCOURS PAR NATURE

(en millions de FCFA)

CONCOURS PAR NATURE	30/06/2023		31/12/2023		30/06/2024				VAR°
	Nb dossiers	Montant	Nb dossiers	Montant	Nb dossiers	Montant	Budget	% Réal°	2024/ 2023
CAISSE	1 530	45 468	3 674	75 933	664	19 703	67 251	29%	-57%
SIGNATURE	299	22 574	468	3 674	170	10 313	44 834	23%	-54%
TOTAL	1 829	68 042	4 142	79 607	834	30 016	112 084	27%	-56%

Globalement, les concours mis en place au 30 juin 2024 s'élèvent à FCFA 30 016 millions FCFA (dont 19 703 millions FCFA de crédits directs représentant 66% de l'ensemble des concours) contre FCFA 68 042 millions FCFA au 30 juin 2023. Cette réalisation est en régression de 56% en comparaison à fin juin 2023 et résulte d'une baisse des crédits par caisse de 57% et des engagements par signature de 54% par rapport à juin 2023.

Les financements directs sont concentrés à hauteur de 47% sur dix (10) gros clients dont le détail se présente comme suit :

(En millions de FCFA)

N°	Clients	Montant en millions de FCFA	Date de mise en place	%	Objet
1	JEHOVAH NISSI PETROLEUM SA	7 160	11/06/2024	50,30%	Financement de l'importation des produits pétroliers pour le compte de l'Etat Béninois représenté par le DPB (Dépôt Pétrolier du Benin) et de pour le compte de l'Etat Burkinabé représenté par la SONABHY (Société Nationale Burkinabè d'Hydrocarbures).
2	SOCIETE D'INVESTISSEMENT ET DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE- BENIN (SIPI-BENIN	2 348	28/05/2024	16,49%	Financement par crédit syndiqué de campagne agricole de commercialisation de produits tropicaux (soja, karité, cajou).
3	OFMAS INTERNATIONAL SA	1 112	17/04/2024	7,81%	Financement de l'achèvement des travaux d'aménagement et de bitumage de la rocade de Porto-Novo en 2 x 2 voies (2.350 km) et l'exécution des travaux confortatifs et complémentaires
4	SGCS SARL	682	01/02/2024	4,79%	Mobilisation de créances par escompte de traites
5	STE BENINOISE D'INFRASTRUC NUMERIQUE	611	16/03/2024	4,30%	Financement des investissements pour l'implantation d'un réseau mobile et la consolidation de l'activité
6	ARCS BENIN SA	562	28/06/2024	3,95%	Financement pour importation de véhicules commandés et à mettre en location
7	MCT SUCCURSALE BENIN	561	28/06/2024	3,94%	Financement du contrat de sous-traitant auprès de la société marocaine SGTM BENIN relatif à la réalisation des travaux de lots technique pour la construction de l'Ecole Pierre Manoel Talon.
8	LE SAUT BENIN SA	500	06/03/2024	3,51%	Avance sur DAT

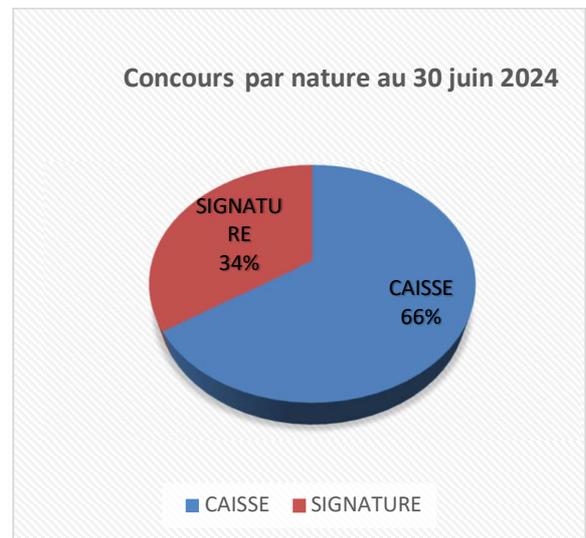
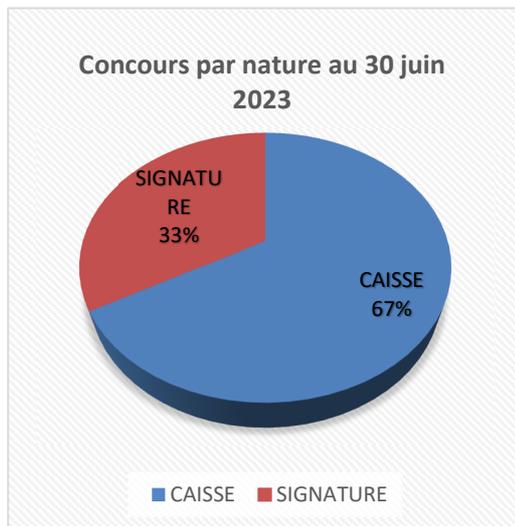
9	CITRAC	391	13/04/2024	2,75%	Financement par syndication de l'approvisionnement en matières premières de la société CITRAC Côte d'Ivoire pour la transformation et la commercialisation du Cacao
10	GIE ESME	307	01/02/2024	2,16%	Escompte de traite avalisée de la relation GIE GIPELEC adjudicataire de divers travaux d'extension, de renforcement et de sécurisation des réseaux électriques subdivisés en 15 lots dans le District d'Abidjan et des villes de l'intérieur pour un montant global de FCFA 105 milliards HT
		14 235			

La société JEHOVAH NISSI PETROLEUM (JNP) SA est ainsi le principal consommateur de crédits par caisse de notre banque à fin juin 2024 avec un déblocage cumulé de FCFA 7 160 millions FCFA suivi de la relation SOCIETE D'INVESTISSEMENT ET DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE-BENIN (SIPI-BENIN) pour un montant de FCFA 2 348 millions FCFA.

Quant à l'atteinte des objectifs budgétaires, les crédits par signature et les crédits par caisse sont réalisés respectivement à 23% et 29%. Nous notons ainsi au 30 juin 2023, une faible performance de la banque aussi bien en engagements par caisse qu'en crédits par signature. Toutefois le montant des autorisations par caisse reste légèrement supérieur à celui des engagements par signature. Ceci grâce au financement des hydrocarbures (notamment le financement de l'importation des produits pétroliers pour le compte de l'Etat du Bénin représenté par le Dépôt Pétrolier du Benin (DPB) pour le compte de l'Etat Burkinabé représenté par la SONABHY (Société Nationale Burkinabé d'Hydrocarbures), au financement par syndication de la campagne agricole de commercialisation de produits tropicaux (soja, karité, cajou) 2023-2024 de la SOCIETE D'INVESTISSEMENT ET DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE-BENIN (SIPI-BENIN), à la poursuite du déblocage des crédits syndiqués suite aux

appels de fonds, à l'assouplissement du financement du commerce et à l'entrée de la Banque dans les télécommunications et des opérations plus structurées.

Le graphique ci-dessous donne une visibilité des concours par nature sur la période sous revue.



CONCOURS PAR CAISSE MIS EN PLACE

(en millions de FCFA)

CONCOURS PAR CAISSE	30/06/2023		30/06/2024			VAR°
	Nb dossiers	Montant	Nb dossiers	Montant	%	2024/2023
AUTRES AVANCES	141	17 282	51	9 762	49,5%	-44%
ASM	14	1 235	0	0	0%	-100%
CLT	0	0	0	0	0%	0%
CMT	985	12 368	225	3 153	16%	-75%
CCT	184	7 598	188	3 524	18%	-54%
DECOUVERT	130	666	160	1 119	6%	68%
ESCOMPTE	76	6 319	40	2 145	11%	-66%
TOTAL	1 530	45 468	664	19 703	100%	-57%

Au 30 juin 2024, 664 dossiers de crédits par caisse ont été mis en place pour un total de FCFA 19 703 millions FCFA, en comparaison de 1 530 dossiers totalisant 45 468 millions FCFA en juin 2023.

Cette baisse remarquable de 57% des crédits directs est essentiellement due aux crédits « Autres Avances » qui ont une part de 50% et une baisse de 44% par rapport à juin 2023 et concernent les facilités de caisse, les crédits relais et les mobilisations de créances notamment sur les sociétés JEHOVAH NISSI PETROLEUM SA, MCT,SUCCURSALE BENIN, ARCS BENIN SA, YELHY TECHNOLOGY AFRICA BENIN SA, AM AFRIQUE SARL, TOBI ET FILS SARL, GROUPEMENT GER- TEG, AFRIQUE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS, SOBEPEC SA, GROUPEMENT GESEB/SIDES PARAKOU, PHARMACIE CAMP GUEZO et AMA CONSTRUCTION BENIN, qui cumulent à elles seules un montant global de 9 304 millions FCFA sur une autorisation de 9 762 millions FCFA de cette nature de concours, soit une proportion de 95%.

Au niveau des avances sur marché (ASM), eu égard à la politique de rationnement de préfinancement de contrats et/ou bons de commande, nous notons que cette rubrique est inexistante dans la production au 30 juin 2024. Les crédits à moyen terme (CMT), comme les autres avances (AA), ont connu une régression significative de 75% justifiés prioritairement par la révision des conditions de crédits aux particuliers avec la revue de la durée des prêts sur 10 ans à 07 ans sauf pour les agents de la Caisse Autonome de la Gestion de la Dette, du Ministère des Finances et de la CNSS.

Quant aux crédits à long terme (CLT), aucun décaissement n'a été fait au cours de la période.

S'agissant des crédits à court terme (CCT), nous notons également une baisse de 54% par rapport au 30 juin 2023 justifiée de façon générale par le faible niveau de la production sur la période.

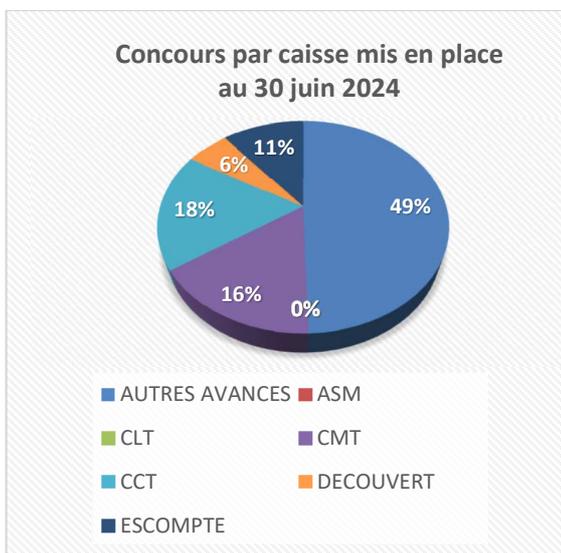
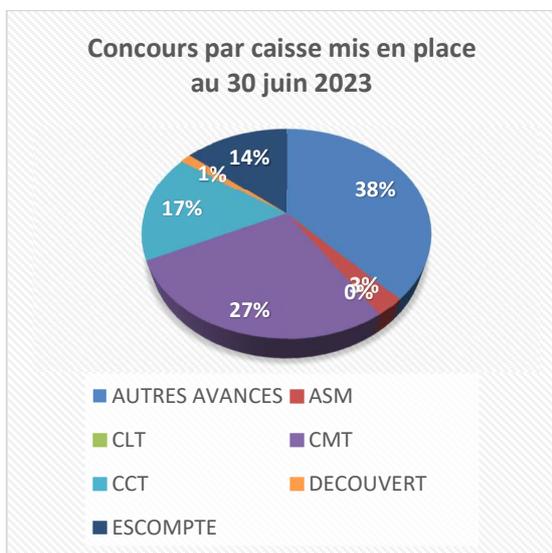
Par contre, nous remarquons, au niveau des découverts dont le poids représente 6% des engagements par caisse au 30 juin 2024, une remontée de 68% par rapport à fin juin 2023 qui s'explique par les découverts accordés aux

relations LE SAUT BENIN SA (500 millions FCFA), la SOCIETE SODITEX SARL (300 millions FCFA) et NOBILA ASSURANCES (150 millions FCFA).

Une baisse de 66% par rapport à juin 2023 est également observée au niveau des escomptes de traites. Celle-ci s'explique non seulement par la baisse de l'activité du crédit mais également et principalement par la stratégie mise en place par la Direction Générale de sursoir à la mobilisation à nos guichets des traites avalisées bénéficiées par les principaux sous-traitants du Groupement PNBFA SA / PNHG SA afin de contrôler les décaissements dans le cadre de l'exécution des travaux de construction des logements sociaux et économiques à Ouèdo dans la Commune d'Abomey-Calavi et à Porto-Novo.

En résumé, à l'exception des découverts, nous notons une baisse de la production sur l'ensemble des concours.

Le graphique ci-dessous donne une vue détaillée de la répartition des concours par caisse sur la période sous revue.



CONCOURS PAR SIGNATURE MIS EN PLACE

(en millions de FCFA)

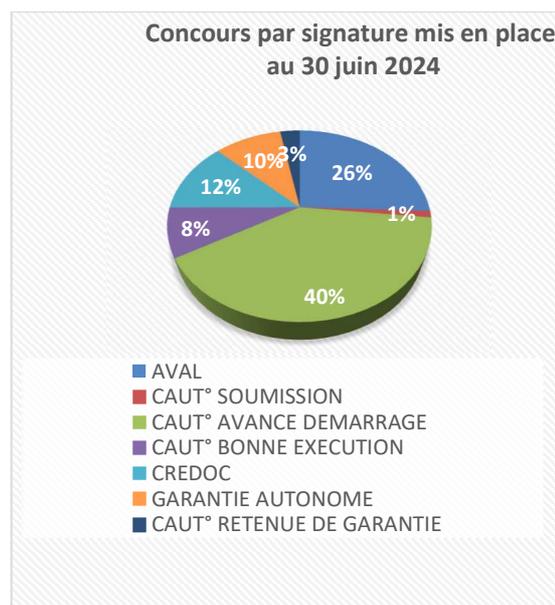
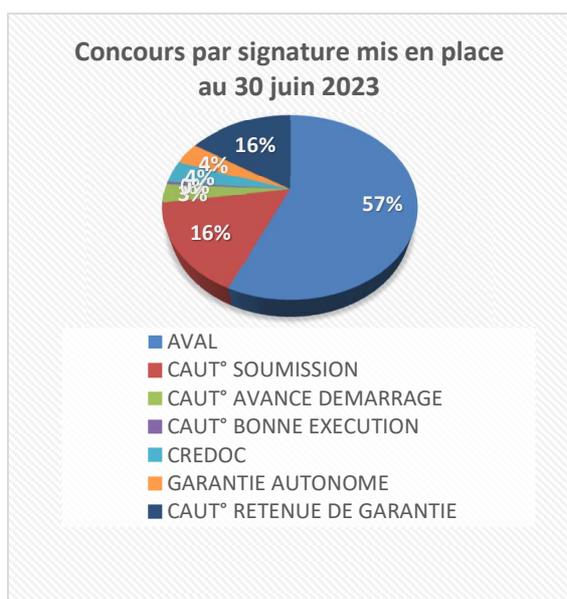
CONCOURS PAR SIGNATURE	30/06/2023		30/06/2024			VAR° 2024/2023
	Nb dossiers	Montant	Nb dossiers	Montant	%	
AVAL	147	12 788	85	2 641	26%	-79%
CAUT° SOUMISSION	79	3 630	28	116	1%	-97%
CAUT° AVANCE DEMARRAGE	20	725	17	4 116	40%	468%
CAUT° BONNE EXECUTION	18	102	15	859	8%	739%
CREDOC	14	869	11	1 266	12%	46%
GARANTIE AUTONOME	8	880	9	1 017	10%	16%
CAUT° RETENUE DE GARANTIE	13	3 580	5	299	3%	-92%
TOTAL	299	22 574	170	10 313	100%	-54%

170 dossiers d'engagements par signature ont été mis en place au 30 juin 2024 pour un total de FCFA 10 313 millions FCFA contre 299 dossiers totalisant 22 574 millions FCFA en juin 2023, soit une baisse de 54%.

Cette baisse découle, des avals de traites, des cautions de soumission et des cautions de retenues de garantie qui ont connu une régression respective de 79%, 97% et 92%. Il est important également de souligner que dans le cadre de la diversification du portefeuille et de la réduction de la concentration, la banque procède un rationnement de financement sur le secteur BTP, qui est une niche potentielle en termes de consommation des engagements par signature notamment les cautions.

Par contre les cautions d'avance de démarrage, les cautions de bonne exécution, les crédits documentaires (CREDOC) et les garanties autonomes ont connu sur la période une hausse respective de 468%, 739% 46% et 16% au regard des cautions délivrées aux relations JET CONTRACTORS (CAD 1 952 millions FCFA et CBE 488 millions FCFA), et à la SOCIETE BIOLYNX ET TIC BENIN SARL (CAD 926 millions FCFA et CBE 154 millions FCFA).

Le graphique ci-dessous donne une vue détaillée de la répartition des concours par signature sur la période sous revue.



CONCOURS PAR SECTEURS D'ACTIVITE

(En millions de FCFA)

Concours par Secteur d'activité	30/06/2023		30/06/2024			VAR°
	Nb dossiers	Montant	Nb dossiers	Montant	%	2024/2023
Agriculture-Elevage-Pêche	0	0	0	0	0%	-
Banques assurance affaires immobilières	3	150	8	402	1%	168%
Bâtiments et travaux publics	290	42 056	139	8 784	29%	-79%
Commerce gros, détail et restaurant	49	3 906	27	1 929	6%	-51%
Electricité-Gaz-Carburant	9	1 607	9	8 844	29%	450%
Industries extractives	1	200	0	0	0%	-100%
Industries manufacturières	11	2 480	8	3 069	10%	24%
Service à la collectivité	1462	16 357	642	6 376	21%	-61%
Transport Entrepôt Communication	4	1 286	1	611	2%	-52%
TOTAL	1829	68 042	834	30 016	98%	-56%

Au 30 juin 2024, 29% des financements de la banque ont été orientés vers le secteur de l'Electricité-Gaz-Carburant avec 9 dossiers pour un montant total de 8 844 millions FCFA. Il en est de même pour le secteur des Bâtiments et travaux publics (8 784 millions FCFA pour 139 dossiers). Le secteur des Service à la collectivité (Entreprises prestataires de services et Particuliers) occupent la 3^{ème} place avec 21% des concours mis en place, soit FCFA 6 376 millions FCFA pour 642 dossiers.

Par rapport au 30 juin 2023, les financements de la banque en faveur du secteur des Bâtiments et travaux publics (BTP), qui concernent essentiellement des utilisations de lignes, ont connu une baisse de 79% qui confirme le retrait progressif de la banque du financement de ce secteur. En effet, au 30 juin 2024, 139 dossiers de crédit ont été mis en place dans le secteur des Bâtiments et travaux publics (BTP) pour un montant de FCFA 8 784 millions contre 290 dossiers pour un montant cumulé de FCFA 42 056 millions au 30 juin 2023.

Il est important de souligner la poursuite des interventions de la Banque au cours du semestre dans le secteur des Hydrocarbures avec l'accompagnement des relations telles que JEHOVAH NISSI PETROLEUM (JNP) S.A, FULL ENERGY S.A, COTAL GROUP ENERGY SA et SCB TRADING OIL SA.

Dans le secteur des Services à la collectivité (entreprises prestataires et les particuliers), on note globalement une baisse de 61% par rapport à juin 2023. Les principales entreprises financées dans ce secteur sont surtout ARCS BENIN SA, SOCIETE BIOLYNX ET TIC BENIN SARL, AFRI WINGS EXPRESS VOYAGES et AM AFRIQUE SARL.

Quant aux crédits aux ménages (Particuliers), 555 dossiers ont été mis en place pour un montant de FCFA 1 617 millions FCFA représentant 25% des autorisations de crédit dans ce sous-secteur contre 46% à fin juin 2023 avec 1 262 dossiers pour FCFA 7 453 millions FCFA.

Notons que cette baisse est surtout due non seulement à la concurrence des banques consœurs sur ce segment précis mais aussi de la révision des conditions suite au renchérissement du taux directeur de la BCEAO, du coût des ressources bancaires et à la suspension du crédit sur 10 ans en raison de la maturité de nos ressources.

En ce qui concerne le Commerce gros, détail et restaurant, nous relevons également la poursuite du rationnement du financement dans ce secteur au regard du taux de sinistralité enregistré par le passé.

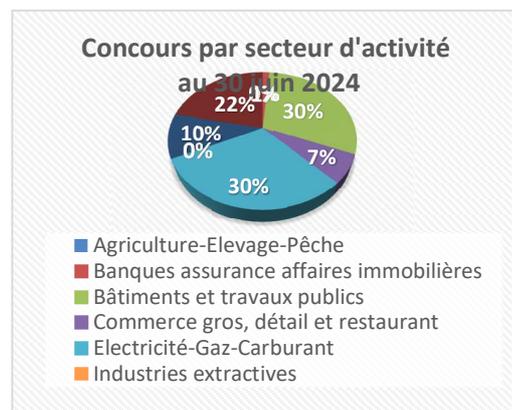
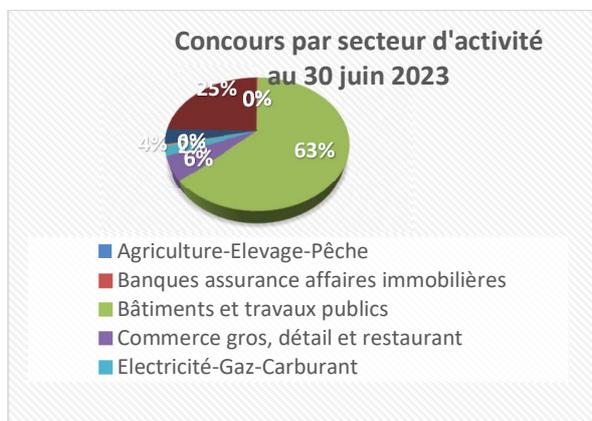
En effet, une baisse de 51% à fin juin 2024 est constatée par rapport à la même période en 2023. Les réalisations actuelles concernent surtout les entreprises LE SAUT BENIN S.A, SODITEX SARL, AFRICA GLOBAL BUSINESS GROUP SARL, EQUIMED SARL, LECHRIS BUSINESS SARL, MIG MOTORS, ETS IFEOLUWA, PHARMACIE CAMP GUEZO et tous des clients traditionnels à nos guichets et qui respectent leurs engagements.

Il est important de noter que d'importants dossiers de crédits ont été autorisés par le Conseil d'Administration courant le second trimestre 2024 comme l'indique le tableau ci-après

N°	Nom de la relation	Montant (en millions FCFA)
1	COCA-COLA DONGA BOTTLING COMPANY SA	6 500
2	SOCIETE DES BITUMES DU BENIN	3 500
3	SOCIETE WEST AFRICA FATS AND OIL INDUSTRY (WAFO) BENIN SA	3 750
4	GROUPEMENT TECMON ENERGY/TELEMENIA FASO	6 500
5	SORUBAT BENIN	5 000
TOTAL		25 250

Les trois (03) premiers dossiers n'ont pas encore été mis en place en raison des garanties en cours de formalisation.

Les graphiques ci-dessous donnent un aperçu des tendances enregistrées.



Le taux de rendement moyen des emplois clientèles au 30/06/2024 est ressorti à 7,6%.

◆ **Emplois interbancaires**

(en MFCFA)

Encours	31/12/2023	30/06/2024	évol.	% évol.	Budget	%réal.
Emplois interbancaires	4 639	2 796	-1 843	-40%	8 826	32%

Les réalisations au 30/06/2024 montrent une baisse de 1 843 millions FCFA en référence au 31 décembre 2023. 2 796 millions FCFA d'encours au 30/06/2024 contre 4 639 millions FCFA au 31/12/2023.

Les prévisions budgétaires ont été atteintes à hauteur de 32%.

3.2.4. Portefeuille des titres

L'encours s'établit à 170 840 millions FCFA au 30/06/2024 contre 150 438 millions FCFA au 31/12/2023. Il faut noter une évolution de 13,6% du portefeuille de nos titres en prenant en compte les affecturages. Un taux de réalisation de 109,4% est obtenu par rapport aux prévisions de 156 143 millions FCFA.

Cette hausse est due à l'acquisition d'OAT des Etats de l'Union pour une valeur totale de 21 837 millions FCFA sur le premier semestre et à l'amortissement de titres d'une valeur de 2 735 millions FCFA.

3.2.5. Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles au 30/06/2024 s'élèvent à 7 351 millions FCFA contre 10 152 millions FCFA au 31/12/2023, soit une baisse de 27,6%. Elles sont composées de :

- 5 021 millions FCFA de valeur nette en autres immobilisations ;
- 1 981 millions FCFA d'immeubles acquis par dation en paiement ;
- 349 millions FCFA d'immobilisations en cours.

La baisse constatée est essentiellement due à la sortie de l'Immobilisation Hors Exploitation de SAMPE au profit de la Société « Cotonou Hub Development » du Groupe KOFFI & DIABATE d'une valeur de 2 900 millions FCFA.

3.2.6. Les engagements par signature

Au 30 juin 2024, les engagements par signature (L/C, cautions et avals) ont enregistré une baisse de 10,4% par rapport au 31 décembre 2023, soit 40 849 millions FCFA de réalisation contre 45 573 millions FCFA au 31 décembre 2023. Par rapport aux attentes budgétaires, on obtient un taux de réalisation de 69,4%.

(en MFCFA)

Rubriques des EPS	Réal. 31/12/2023	Réal. 30/06/2024	Budget 30/06/2024	% évol/ 2023-2024	Taux de réel
Crédocs	2 591	2 150	9 787	-17%	22%
Cautions	39 736	37 310	43 065	-6%	87%
Avals de traite	3 246	1 388	5 985	-57%	23%
Total EPS	45 573	40 849	58 836	-10%	69%

3.3. La contribution du réseau

Contribution et évolution en terme d'agrégats du bilan

(en MFCFA)

	Réalisation de la Banque au 30/06/2024	Contribution du Réseau au 30/06/2024	Part en %	Réalisation du Réseau au 31/12/2023	Evol % 2023/2024
Ressources clientèles	199 512	33 999	17%	34 090	-0,3%
Emplois clientèles	150 194	38 135	25%	45 588	-16%
Engagements par signature	40 849	2 555	6%	2 426	5%
Créances en souffrance brutes	10 521	5 342	51%	9 164	-42%

Au cours du premier semestre 2024, le réseau d'agences a contribué pour 17% à la collecte de ressources, **soit 33 999 millions FCFA** sur 199 512 millions FCFA pour la Banque. En référence au 31/12/2023, on note une légère baisse de 0,3% sur la période. Relativement aux emplois clientèles, un encours net de **38 135 millions FCFA** sur 150 194 millions FCFA a été réalisé par l'ensemble des agences, ce qui représente une contribution de 25%. La baisse constatée est de 16% comparée au 31/12/2023.

Les engagements par signature ont quant à eux connu une évolution de 5%. Avec une part de 6%, ils sont établis à 2 555 millions FCFA.

Les créances en souffrance des agences ont connu une baisse de 42% sur la période sous revue. Sur un total de créances souffrance de 10 521 millions FCFA, la part des agences est de 51% et concerne principalement les engagements de la relation AGETIP.

3.4. Analyse du compte de résultat au 30/06/2024

(en MFCFA)

<i>Rubriques :</i>	<i>Réal.</i> <i>30/06/2023</i>	<i>Réal.</i> <i>30/06/2024</i>	<i>Budget</i> <i>30/06/2024</i>	<i>% évol.</i>	<i>Tr %</i>
CHARGES BANCAIRES	5 228	7 304	5 829	40%	125%
- Charges interbancaires	2 272	3 316	2 356	46%	141%
- Charges clientèles	2 832	3 913	3 473	38%	113%
- Charges sur titres	124	75	-	39%	-
PRODUITS BANCAIRES	8 396	10 977	10 235	31%	107%
- Produits interbancaires	53	107	147	103%	73%
- Produits clientèles	4 411	5 589	5 511	27%	101%
- Produits sur titres	3 932	5 281	4 577	34%	115%
Marge d'intermédiation	3 168	3 673	4 406	16%	83%
Commissions nettes et produits	1 595	1 364	2 315	-15%	59%
Commissions nettes et autres produits/PNB	33%	27%	34%	-18%	80%
Produit Net bancaire	4 763	5 037	6 720	6%	75%

Tr=taux de réalisation/budget.

3.4.1. Les charges bancaires

Les charges d'intérêts s'élèvent à 7 304 millions FCFA en hausse de 40% par rapport au 30 juin 2023. Les charges d'intérêts sur nos emprunts de trésorerie et interbancaires ont augmenté de 46% ce qui s'explique par la hausse du taux du guichet de prêt marginal de 3,5% maximum il y a un an à 5,5% d'une part et par la

forte sollicitation du marché monétaire pour combler le déficit de mobilisation de ressources clientèles à moindre coût d'autre part.

Les charges sur la clientèle ont évolué de 38%. Ceci est dû aux nouveaux DAT contractés du fait de la rareté des ressources non rémunérées. Les charges d'intérêts sur les ressources clientèles sont passés de 2 832 millions FCFA au 30 juin 2023 à 3 913 millions FCFA au 30 juin 2024.

Comparées aux prévisions budgétaires de 3 473 millions FCFA, le taux de réalisation des charges bancaires est de 113%.

3.4.2. Les produits bancaires

Ils sont en hausse de 31% sur la période. Ils s'élèvent à 10 977 millions FCFA au 30 juin 2024 contre 8 396 millions FCFA au 30 juin 2023. Sur un objectif de 10 235 millions FCFA, un dépassement favorable de 7% est observé.

Sur la période, les intérêts sur titres, les intérêts sur la clientèle ont évolué respectivement de 34 et 27% chacun. De même, les intérêts sur emplois de trésorerie et interbancaires ont augmenté de 103%.

De la différence de ces deux composantes à savoir les produits bancaires et charges bancaires, il en résulte une marge d'intermédiation en hausse de 16% par rapport au 30 juin 2023 et réalisé à 83% des prévisions en s'élevant à 3 673 millions FCFA.

3.4.3. Les commissions nettes et autres produits

Ils s'élèvent à FCFA 1 364 millions FCFA.

A ce niveau, 59% des prévisions budgétaires ont été atteintes. Leur niveau a diminué de 15% par rapport au 30 juin 2023. Ce retard sera rattrapé au second trimestre avec les bonnes perspectives au niveau de la monétique, des transferts rapides et opérations étrangères qui ont été redynamisés.

3.4.4. Le Produit Net Bancaire

Le PNB au premier semestre 2024 s'élève à 5 037 millions FCFA, soit 75% du budget et en variation de +6% par rapport au 30 juin 2023. Cette réalisation n'a pas été très

satisfaisante du fait des charges bancaires qui ont connu une très forte augmentation notamment les charges d'intérêts du marché monétaire qui s'élèvent à 2 746 millions FCFA contre 1 713 millions FCFA il y a un an soit 60% d'augmentation.

3.4.5. Les frais de gestion

<i>Rubriques :</i>	<i>Réal</i> <i>30/06/2023</i>	<i>Réal</i> <i>30/06/2024</i>	<i>Budget</i> <i>30/06/2024</i>	<i>% évol.</i>	<i>Tr %</i>
Frais de Gestion	3 581	4 465	4 569	25%	98%
Frais de personnel	1 686	1 958	2 191	16%	89%
Autres frais généraux	1 604	2 152	2 027	34%	106%
Dotations aux amortissements	291	356	351	22%	101%
Coefficient d'Exploitation	75,2%	88,7%	68,0%		

Tr=taux de réalisation/budget.

Les frais de gestion s'élèvent à 4 465 millions FCFA au 30/06/2024. La progression est de 25% par rapport au 30/06/2023.

Les frais de personnel ont évolué de 16%. Cette évolution est due aux augmentations de salaire de 15% et 20% octroyée par décision du PDG à compter du 1^{er} janvier 2024 d'une part et aux divers recrutements effectués au cours du semestre d'autre part.

Les autres frais généraux ont augmenté de 34%. Cette augmentation est relative aux honoraires payés aux apporteurs de ressources et aux avocats, huissiers et notaires dans le cadre des dossiers de recouvrement de nos créances.

Les dotations aux amortissements ont été comptabilisées pour 356 millions FCFA, soit une augmentation de 22% par rapport au 30 juin 2023. Cette variation est essentiellement due à la comptabilisation des dotations liées aux investissements réalisés dans le cadre de l'aménagement de l'agence Bohicon.

Le budget prévoit un niveau de frais de gestion de 4 569 millions FCFA. Le taux de réalisation est de 98%.

3.4.6. Le coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation ressort à 88,7% en hausse par rapport au 30/06/2023 où il ressortait à 75,2%. Cette hausse est due au fait que l'augmentation du PNB n'a pas été à la hauteur de l'évolution des frais de gestion. Le budget prévoyait un ratio de 68%.

3.4.7. Le coût du risque

Il se chiffre à -225 millions FCFA au 30 juin 2024 contre 23 millions FCFA au 30 juin 2023.

Il se décompose comme suit :

(en millions FCFA)

	Rubriques	Dotations	Reprises
1	Dotations aux provisions sur CDL	306	-
2	Reprises de provisions sur CDL	-	131
3	Reprises de provisions sur CDL passées en pertes sur créances irrécouvrables	-	4 222
4	Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées	4 227	-
5	Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées	129	-
6	Récupération sur créances amorties	-	80
7	Reprises nettes aux provisions pour risques et charges	-	4
	TOTAL	4 662	4 437
	COUT DU RISQUE		-225

Les reprises de provisions sur CDL effectuées sur le premier semestre 2024 n'ont pas permis de couvrir les dotations aux provisions sur CDL constituées sur le semestre.

3.4.8. Le résultat net

Au 30 juin 2024, le résultat net est excédentaire de **347 millions FCFA** contre une prévision de 1 463 millions FCFA soit un taux de réalisation budgétaire de 23,7%. L'évolution par rapport au 30 juin 2023 est défavorable de 71% en raison retard

accusé sur les commissions nettes, l'augmentation des charges d'intérêts et frais généraux.

3.5. Les créances en souffrance

3.5.1. Evolution des créances en souffrance

La décomposition du portefeuille des créances est la suivante :

(en millions FCFA)

Rubriques	31/12/2023	30/06/2024	Evol % 2023/2024
Créances saines	135 413	146 303	8%
dont impayées	425	2 045	381%
Total Créances brutes	149 938	156 825	5%
Total Créances nettes	139 376	150 194	8%
Créances en souffrance			
Créances restructurées	264	260	-2%
Créances douteuses	14 261	10 262	-28%
Total Créances en souffrance brutes	14 525	10 521	-28%
Taux de dégradation brute	9,7%	6,7%	
Provisions sur créances douteuses	-10 562	-6 631	-37%
Créances en souffrance nettes du PF	3 963	3 891	-2%
Taux de dégradation nette du PF	2,8%	2,6%	
Coût du risque	7,0%	4,4%	

En ce qui concerne les créances en souffrance nettes de provisions, leur encours est de 3 904 millions FCFA au 30 juin 2024 contre 3 963 millions FCFA au 31 décembre 2023.

Sur la même période, les créances douteuses ont enregistré une baisse de 3 999 millions FCFA, soit -28%. Les créances restructurées sont également en régression de 4 millions FCFA, soit -2%.

Le taux de dégradation brute du portefeuille ressort à 6,7% contre 9,7% au 31 décembre 2023. Ce taux est amélioré grâce à l'évolution favorable des créances saines sur la période soit 8% d'une part et la baisse des créances en souffrance de 28% d'autre part. **Il est à noter que la baisse des créances en souffrance est induite majoritairement par les créances douteuses virées en pertes irrécouvrables pour 4 227 millions FCFA.**

Le coût de risque s'est également amélioré passant de 7% en 2023 à 4,4% au 30 juin 2024 du fait des reprises de provisions constatées sur les créances douteuses virées en créances irrécouvrables pour 4 222 millions FCFA.

Au niveau du volume des CDL, la baisse constatée est relative au recouvrement de certaines créances dont les 10 plus importantes sont :

(en millions FCFA)

	Nom de la Relation	Recouvrement CDL
1	IFE VOYAGES SARL	80,0
2	ENTREPRISE AFRICOM-BENIN	20,8
3	LA SOCIETE SASIF ET COMPAGNIE	20,0
4	KINHOUE COOVI	14,6
5	COMPAGNIE GENERALE DES EN/SES S. A	12,2
6	FAYOUN	11,0
7	ETS LES FRUITS COURONES	10,5
8	LAOUROU EUSTACHE	9,9
9	AFRIQUE INTER	7,6
10	SOC.D ELEC.INDUS ET DE BATIMENT	6,9
	TOTAL	193,5

3.5.2. Recouvrement des créances douteuses et litigieuses CDL

Les résultats obtenus du recouvrement du premier semestre de l'année 2024 se déclinent comme suit :

(en millions FCFA)

	Réal 30.06.2024	Prév 30.06.2024	Taux de réalisation
Recouvrement	296	800	37%
Reprises de provisions sur CDL	131	400	33%

Le recouvrement au premier semestre a été réalisé à 37% des objectifs soit 296 millions FCFA dont 80 millions FCFA par adjudication. L'objectif de recouvrement est fixé à 800 millions pour le premier semestre 2024.

Les reprises de provisions sur CDL totalisent **131 millions FCFA** au 30 juin 2024, soit 33% de l'objectif semestriel.

Les dispositions prises par la Direction Générale en vue d'une meilleure maîtrise des risques de crédit et un meilleur suivi du portefeuille des créances douteuses et litigieuses ont permis de réduire davantage le taux de dégradation du portefeuille.

Le suivi des créances impayées par le Précontentieux a permis de réduire considérablement les risques de déclassement et de dotations aux provisions qui impactent négativement les résultats atteints.

Le suivi des créances a été plus rigoureux au cours du premier semestre de l'année 2024 avec la tenue régulière des réunions des comités de précontentieux et de recouvrement. Au cours desdites réunions, les diligences à accomplir dans divers dossiers afin de maximiser le recouvrement sont déterminées et leur exécution fait l'objet d'un suivi rigoureux.

3.5.3. Recouvrement des créances irrécouvrables

Au 30 juin 2024, les créances irrécouvrables s'élèvent FCFA 15 663 millions FCFA. Au cours du premier semestre 2024, le recouvrement effectué sur ces créances passées en pertes s'élève à **97 millions FCFA**.

Il est à signaler qu'il s'agit pour la plupart des dossiers de :

- personnes morales en cessation d'activités et dont les promoteurs ont changé d'adresses et de contacts et sur lesquelles, nous ne détenons pas de garanties réelles ;
- créances adossées à des garanties réelles mais non immatriculées qui retardent les saisies immobilières;
- salariés licenciés pour fautes lourdes ou ayant démissionné. Ces cas sont exclus du champ d'application de l'assurance perte emploi. Il est à signaler que ces débiteurs sont demeurés pour la plupart injoignables. Ceux qui ont été localisés sont demeurés sans emploi ou en prison.

Pour accélérer la procédure, les dossiers d'immatriculation ont été confiés à la société EREBI SCI avec laquelle nous avons signé un contrat. Dès l'obtention des titres fonciers, les réalisations immobilières pourront se poursuivre et s'achever.

Des lettres de relance ont été adressées aux notaires qui n'ont pas introduit les dossiers d'immatriculation à l'ANDF. Suite aux relances, un avocat a été mandaté par nos soins pour adresser des mises en demeure auxdits notaires. La plupart des notaires concernés ont répondu aux mises en demeure et nous analysons avec l'assistance de l'avocat, la possibilité de mettre en jeu au cas par cas, leur responsabilité civile.

Par ailleurs, des sommations d'avoir à transmettre les pièces réclamées par les Notaires dans les dossiers d'immatriculation ont été adressées à certains débiteurs par voie d'huissier. Suite à cet acte, nous envisageons engager la responsabilité pénale desdits notaires.

Pour les clients qui sont introuvables, nous avons sollicité les services d'un détective privé pour leur localisation.

3.5.4. Cession des Immobilisations Hors Exploitation

Le stock d'IHE est passé de 4 761 millions FCFA au 31 décembre 2023 à 2 001 millions FCFA au 30 juin 2024, avec la sortie de l'immeuble IMMOBILIERE SAMPE pour 2 900 millions FCFA.

Au titre du premier semestre de l'année 2024, la BSIC BENIN SA a été déclarée adjudicataire de l'immeuble objet du TF 4107 dans le dossier Société IFE VOYAGES SARL à la somme de FCFA 80 millions.

Dans le cadre de la cession de nos IHE, nous avons reçu une offre d'achat portant sur neuf (09) IHE pour un montant total FCFA 1.141 millions. Ladite offre est en cours d'instruction pour la conclusion de la vente.

Par ailleurs, nous recevons des appels de potentiels acquéreurs des IHE à qui nous faisons visiter régulièrement.

De même, au titre des immeubles reçus en dation, trois (03) sont en cours de rachat par les débiteurs eux-mêmes. Toutefois, les prix ne sont pas encore entièrement libérés. Des relances leur ont été adressées pour les inviter à boucler le processus de rachat. A défaut, la BSIC BENIN SA procèdera à leur déguerpissement.

Relativement aux titres de propriété, nous avons mandaté la Société EREBI SCI pour la finalisation des dossiers de mutation des titres de propriété des immeubles et le suivi des dossiers d'immatriculation des immeubles dépourvus de titres fonciers. Les titres fonciers ont été obtenus sur 12 dossiers et les mutations sont en cours.

Sur les autres immeubles reçus en dation ou adjugés, les diligences se poursuivent au niveau des Notaires et de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) aux fins de mutation des titres au nom de la Banque pour les faire vendre.

Par ailleurs, le Comité de Suivi des IHE redynamisé par Note de Service en date du 09 Février 2023, procède mensuellement à la revue du stock des IHE et des actions à mener pour aboutir à la cession de ces immeubles sont définies.

3.6. Les ratios prudentiels

Au 30 juin 2024, le niveau de nos Fonds Propres Effectifs s'élève à **17 123 millions FCFA**.

Tous les ratios prudentiels au 30 juin 2024 sont respectés.

Les deux ratios de liquidité sont également aux normes à travers :

- le coefficient de liquidité qui ressort à 97,25% contre une norme de 75% minimum ;
- et le coefficient de couverture des emplois à moyen long terme par les ressources stables qui est de 486,13% contre une norme de 50% minimum.

IV- Conclusion

En résumé, la performance de la Banque au premier semestre 2024 n'a pas été très satisfaisante. La faible mobilisation de ressources non rémunérées nous revient très coûteuse dégradant ainsi notre PNB.

Toutefois de bonnes perspectives augurent le deuxième semestre 2024. Les actions prioritaires seront portées vers :

- la mobilisation de ressources à moindre coût ;
- le développement des emplois sains ;
- l'amélioration des activités génératrices de commissions ;
- le recouvrement des créances douteuses ;

- la maîtrise des frais généraux.

Tels sont les points caractéristiques de l'activité de la Banque au cours du premier semestre 2024.

Monsieur le Président du Conseil d'Administration,
Messieurs les Administrateurs,

Nous vous savons gré de votre bienveillante attention.

---●---